

«La question de l'agriculture familiale est un problème mondial»

Ibrahim Coulibaly, Président de la CNOP (Confédération Nationale des Organisations Paysannes du Mali), chargé des relations extérieures à l'AOPP (Association des or-

ganisations professionnelles paysannes) au Mali, membre du comité exécutif du ROPPA. Interview réalisée par Nicolas Gérard.

L'agriculture paysanne joue un rôle économique et social fondamental en Afrique de l'Ouest. Mais son avenir est mis à mal par la logique implacable de la mondialisation économique. En vue de faire entendre la voix des producteurs sur la scène politique régionale et internationale, plusieurs organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest se sont regroupées et ont mis sur pied un véritable mouvement paysan : le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA).

Que veut le ROPPA?

Le ROPPA a été formellement fondé en 2000 lors d'une rencontre de représentants agricoles à Cotonou (Bénin) et a pour ambition, à moyen terme, de représenter toutes les plateformes nationales d'organisations paysannes de l'espace régional CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest)⁶.

Il regroupe actuellement des organisations ou « cadres de concertation » de dix pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et deux nouveaux pays anglophones, le Ghana et la Sierra Leone.

Le ROPPA veut défendre l'agriculture familiale dans un contexte économique de plus en plus globalisé et faire entendre la voix des paysans dans le cadre des processus

d'élaboration des politiques agricoles au niveau national et sous-régional.

Le ROPPA défend et promeut une agriculture de type familiale. De quoi s'agit-il et quelle est son importance en Afrique de l'Ouest ?

L'agriculture familiale, c'est avant tout des hommes et des femmes qui vivent ensemble dans un même espace. Et c'est ce type d'agriculture qui est majoritairement présente dans notre région.

En fait, on peut même affirmer que l'agrobusiness y est pratiquement inexistant.

L'agriculture paysanne assure l'essentiel de la production alimentaire dans la sous-région, non seulement pour les zones rurales, mais également pour les citadins. Sa contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) dépasse les 50% dans beaucoup de pays de la région.

Et c'est également cette agriculture qui fournit l'essentiel des produits d'exportation, tels le coton, le café, l'huile d'arachide ou encore le cacao.

Quels sont les principaux obstacles auxquels les agriculteurs africains doivent aujourd'hui faire face dans un contexte économique de plus en plus globalisé ?

Nos agriculteurs manquent de tout : difficultés d'accès au crédit, obstacles d'ordre climatique... Mais il y a surtout des difficultés liées au marché car nous sommes envahis de produits importés, contexte qui empêche notre agriculture d'évoluer et de se moderniser. C'est contre cela que le ROPPA se bat.

Retrouve-t-on également ces difficultés dans d'autres pays, y compris au Nord ?

Absolument ! Nous sommes d'ailleurs en contact régulier avec des organisations d'agriculteurs en Europe, aux Etats-Unis, en Asie...

Et plus on parle avec eux, plus on se rend compte que nous avons des problèmes similaires sur le terrain. La question de l'agriculture paysanne est en fait un problème mondial.

Le vrai problème, c'est que nous, pauvres pays africains, figurons parmi les économies les plus libéralisées au monde.

Les statistiques sont très claires là-dessus. Côté emplois, l'agriculture familiale occupe jusqu'à près de 75% de la population dans certains pays comme le Mali ou le Burkina Faso.

C'est donc un secteur tampon qui joue un rôle de filet de sécurité. L'agriculture est le premier secteur productif dans nos pays et le message du ROPPA est donc de dire qu'il faut le protéger et le soutenir pour qu'il puisse se moderniser et devenir plus performant. Mais il y a un problème de compréhension entre nous, agriculteurs, et les décideurs politiques qui parlent beaucoup d'agrobusiness en occultant la réalité du secteur agricole régional.

A titre d'exemple, nous avons été récemment en contact avec la National Family Farm Coalition aux USA et nous partageons globalement les mêmes positions contre cette course effrénée à la compétition et à la surproduction.

Le combat est le même: sortons de cette logique de subvention et d'assistanat et que les producteurs soient rémunérés à des prix qui leurs permettent de couvrir leurs coûts de production et donc de vivre !

Les Accords de partenariat économique (APE) actuellement en cours de négociation envisagent une ouverture progressive du marché ouest africain aux importations européennes. Quel est le degré actuel d'ouverture commerciale du marché ouest

⁶ La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est un regroupement régional de quinze pays d'Afrique de l'Ouest. Créée en 1975, elle a pour mission de promouvoir la coopération et l'intégration dans tous les domaines de l'activité économique, d'abolir, à cette fin, les restrictions au commerce, de supprimer les obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des biens, et d'harmoniser les politiques sectorielles régionales. Plus d'info sur : www.ecowas.int

africain et quel a été l'impact des vagues précédentes de libéralisation sur les producteurs agricoles en Afrique de l'Ouest ?

vée en compétition avec des produits alimentaires importés.

Cela a notamment eu un impact sur les ha-

productions locales et donc nos moyens d'existence, et en même temps, on justifie cette ouverture par le fait que cela nous permettra d'acheter des biens d'équipement.

C'est d'ailleurs la position qui a été défendue par le ministre des Affaires étrangères britannique lors de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE qui s'est tenue à Bamako (Mali) en avril 2005. Pourquoi les appauvrir alors que nous avons intérêt à ce qu'ils achètent nos biens d'équipement ? Même en Europe, il n'y a pas de consensus sur cette politique aberrante.

L'Afrique de l'Ouest exporte également certains de ses produits agricoles vers l'Europe. Quelle est l'importance du secteur agro-exportateur et quels sont les obstacles majeurs en termes d'accès au marché européen ?

Vous savez, je pense qu'à peine 0,5% des agriculteurs ouest africains sont vraiment concernés par cette soi-disant ouverture du marché européen.

Nous avons évalué les accords de Lomé et il apparaît que malgré ces préférences non

Ce qui est paradoxal, c'est que l'OMC nous paraît moins dangereux que les APE.

réciproques, notre part dans le commerce est restée très faible, tout simplement parce que nous n'avons pas grand-chose à vendre. Il y a bien certains produits locaux comme la mangue, les haricots verts ou encore les poivrons qui sont exportés vers l'Union européenne (UE). Mais du fait des processus d'ouverture commerciale actuellement en cours au niveau bilatéral et multilatéral, nous sommes aujourd'hui en concurrence et il n'y a plus de chasse gardée.

De plus, les diverses normes sanitaires, techniques... imposées par l'Europe bloquent nos exportations agricoles.

Le cas du Mali est exemplatif : il produit beaucoup de mangues mais ne peut plus les exporter à cause des normes trop strictes, alors que ce sont des produits bio de bonne qualité. Il y a eu des containers bloqués et plusieurs coopératives économiques se sont retrouvées ruinées. Globalement, les filières d'exportation de produits paysans, dont l'exportation profite directement aux producteurs, n'existent pratiquement plus dans des pays comme le Burkina Faso ou le Mali. Il n'est pas exclu

Les échanges entre les continents ont d'ailleurs toujours existés et seront toujours indispensables. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'échanges, c'est un hold up !

Le vrai problème, c'est que nous, pauvres pays africains, figurons parmi les économies les plus libéralisées au monde. Nous avons été soumis dans le passé à des programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale dont l'une des conditionnalités était effectivement cette ouverture des marchés.

bitudes alimentaires de la région qui ont beaucoup changé.

Une dépendance s'est créée vis-à-vis des importations alimentaires moins coûteuses et aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, on mange plus de riz importé que de riz local, plus de pain importé que de céréales locales...

Cela pose beaucoup de problèmes à la production locale. Vu l'importance de l'agriculture pour l'emploi, il s'agit là d'un véritable problème de fond qui amène les populations rurales qui n'ont plus de travail à quitter les campagnes pour venir grossir les villes.

D'où, création de mégapoles avec des bidonvilles et tous les problèmes que l'on connaît. Le bilan de ces programmes de libéralisation est donc désastreux. Et on parle de libéraliser plus dans le cadre des APE ?

Cela risque de conduire à la disparition de plusieurs milliers d'exploitations familiales et à une dépendance alimentaire accrue. C'est tout simplement de la folie !

Quelles sont les filières agricoles qui sont particulièrement menacées par les négociations APE ?

Je dirais tout d'abord le secteur des céréales, qui est le secteur qui emploie le plus de gens et qui est le plus vulnérable. Mais le secteur industriel émergent, notamment agro-alimentaire, risque lui aussi de beaucoup en pâtir.

Faisons-nous l'avocat du diable: est-ce qu'une plus grande libéralisation du marché ouest africain ne pourrait pas avoir un effet bénéfique sur l'agriculture, par exemple en permettant une importation moins coûteuse de biens d'équipement et d'inputs divers qui pourraient en augmenter la compétitivité ?

Pour acheter des équipements, je pense qu'il faut d'abord avoir des revenus.

C'est un peu une politique du serpent qui se mord la queue.

On nous demande d'ouvrir nos frontières aux produits alimentaires, ce qui tue nos

Commerce de marchandises entre la CEDEAO (+ Mauritanie) et l'Union européenne à 25 pays (2005)	
Exportations vers l'UE	13.763,8 mio euro (croissance 2004-2005: +25%)
Importations en provenance de l'UE	13.482 mio euro (croissance 2004-2005: +9%)
Balance commerciale	281,8 mio euro
Part des produits agricoles dans les échanges commerciaux CEDEAO (+ Mauritanie) - UE25	
Exportations vers l'UE	23%
Importations en provenance de l'UE	14%
Niveau de participation dans le commerce européen	
Exportations européennes	1,25%
Importations européennes	1,16%
Principaux partenaires commerciaux (2004)	
Exportations	
US	32%
UE	23%
Mexique	10%
Brésil	7%
Autres	28%
Importations	
UE	33%
Chine	9%
Corée du Sud	6%
US	6%
Autres	46%
Source: Eurostat and IMF 2004 data in Comext	

Toute l'attention s'est portée sur les cultures de rente comme le coton. Et, par conséquent, l'agriculture familiale locale a été complètement abandonnée à elle-même sans aucun soutien et s'est retrou-

Entretien

que l'on puisse identifier d'autres niches dans le futur. Mais pour l'instant, c'est le statu quo et je ne vois pas de réelle volonté politique du côté de l'Union européenne qui nous rassurerait.

Selon la Commission européenne, les APE visent avant tout à stimuler l'intégration et le commerce intra régional. Quel bilan peut-on faire à l'heure actuelle du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et est-il renforcé par les APE?

Penchons nous sur le passé : l'Europe ne s'est pas construite en tant qu'espace économique en ouvrant ses marchés. Ils ont protégé leurs secteurs productifs et c'est seulement quand ils sont devenus très prospères qu'ils ont commencé à s'intégrer dans le processus de mondialisation.

C'est cette vérité que l'on doit véhiculer. Si l'on veut réellement aider l'espace économique CEDEAO à se construire, il ne faut pas lui demander d'ouvrir ses secteurs économiques à la compétition internationale.

Cet espace doit tracer sa propre voie mais nous sommes très inquiets de constater que nos hommes politiques sont véritablement sous la tutelle de l'Europe et des Etats-Unis et endoctrinés par leur théorie économique libérale. Et il ne faut d'ailleurs pas oublier que ces processus d'intégration sont en grande partie financés par l'Europe...

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)⁷ par exemple, il y a un tarif à l'importation de seulement 5 % qui est appliqué sur le riz. C'est le tarif le plus bas dans le monde ! Et on pensait que ces niveaux de protection allaient être revus au niveau de la CEDEAO dans le sens d'une plus grande protection du secteur agricole. Mais le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO adopté en janvier 2006 est véritablement calqué sur celui déjà en vigueur au niveau des pays l'UEMOA, à savoir un tarif à quatre bandes de 0, 5, 10 et 20%, qui est un tarif de conception très libérale qui n'a pas permis de protéger l'agriculture locale. Maintenant que ce tarif douanier a été généralisé à l'ensemble de la zone CEDEAO, tout le secteur agricole est complètement ouvert.

Nous avons confiance en une intégration qui serait basée sur le développement des

échanges intra régionaux mais cette intégration n'est pas là.

Aujourd'hui, le commerce intra régional ne progresse pas car il y a trop de barrières, voir même de racket, sur les routes (pour information, les échanges intra régionaux dans la zone UEMOA ne représentent aujourd'hui plus que 7% des importations, contre 11% en 1995).

Et il n'y a pas de volonté politique de changer cette situation.

Dans le cadre de leur processus d'intégration, les pays de la CEDEAO ont récemment adopté une Politique Agricole Commune (ECOWAP). Quels en sont les principes et objectifs principaux et comment ceux-ci sont-ils renforcés ou à l'inverse mis à mal par les processus d'intégration commerciale (TEC) et de libéralisation (APE et OMC) ?

Le ROPPA s'est beaucoup battu pour la politique agricole régionale de la CEDEAO (ECOWAP). Nous nous étions déjà fortement mobilisés lors du processus d'élaboration de la politique agricole de l'UEMOA (PAU) adoptée en décembre 2001, mais nous n'étions malheureusement pas parvenus à faire prendre en compte toutes nos préoccupations, notamment en matière de souveraineté alimentaire.

On va rester cantonné à l'âge de la pierre.

Le principe de souveraineté alimentaire a par contre été consacré à plusieurs reprises en tant qu'objectif fondamental de l'ECOWAP⁸, ce qui a été une véritable bouffée d'oxygène pour nous.

Mais nous avons beaucoup de mal à comprendre la cohérence de nos décideurs politiques qui parlent de souveraineté alimentaire et qui par après adoptent un tarif douanier extérieur à un niveau plancher de 5%. Comment peut-on promouvoir une souveraineté alimentaire en réduisant la dépendance vis-à-vis des produits importés sans un minimum de protection des produits alimentaires locaux ? C'est pour nous une aberration pure et simple !

⁸ Adoptée le 19 janvier 2005 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Afrique de l'Ouest, la Politique Agricole de la CEDEAO (ECOWAP) reconnaît la place prépondérante de l'agriculture et des exploitations familiales dans l'économie ouest africaine et a comme objectif de *contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté... ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays*. Le principe de souveraineté alimentaire y est posé afin de réduire la dépendance alimentaire en favorisant l'intégration régionale.

Il y a une contradiction absolue et c'est pour cela que nous disons que la CEDEAO a suivi l'UEMOA et n'a plus de sens pour nous. Nous ne croyons plus, ni à la politique agricole de l'UEMOA, ni à la politique agricole de la CEDEAO, car elles ne vont absolument pas servir les intérêts de nos populations.

Comment compareriez vous les processus de négociation APE et à l'OMC ?

Ce qui est paradoxal, c'est que l'OMC nous paraît moins dangereux que les APE. Les tarifs des pays d'Afrique de l'Ouest consolidés au niveau de l'OMC permettent un niveau élevé de protection des secteurs agricoles vitaux, ce qui leur permet de se développer (87% par exemple pour le secteur céréalier au Mali). Mais avec les APE, c'est vraiment la réciprocité totale qui est visée à terme.

Par ailleurs, les négociations OMC sont plus transparentes que les APE. Très peu de gens sont au courant des négociations APE en Afrique de l'Ouest, sauf quelques organisations paysannes et de la société civile.

Ces négociations se déroulent de manière très obscure et les pays ne communiquent pas là-dessus. Il ne faut pas oublier que nos pays ont besoin des fonds européens et qu'ils font dès lors tout pour ne pas perdre leur partenariat privilégié avec l'UE... au risque de détruire nos secteurs productifs.

Il n'y a aucune transparence et c'est très inquiétant. Alors qu'à l'OMC, même si les choses ne vont pas nécessairement dans le sens que nous souhaitons, nous sommes au moins informés au quotidien de ce qui se passe !

Selon le ROPPA, quelles devraient être des règles commerciales justes et équitables ? S'agit-il, comme l'insinuent vos détracteurs, d'un modèle protectionniste ?

A mon avis, ce que nous défendons n'est pas protectionniste.

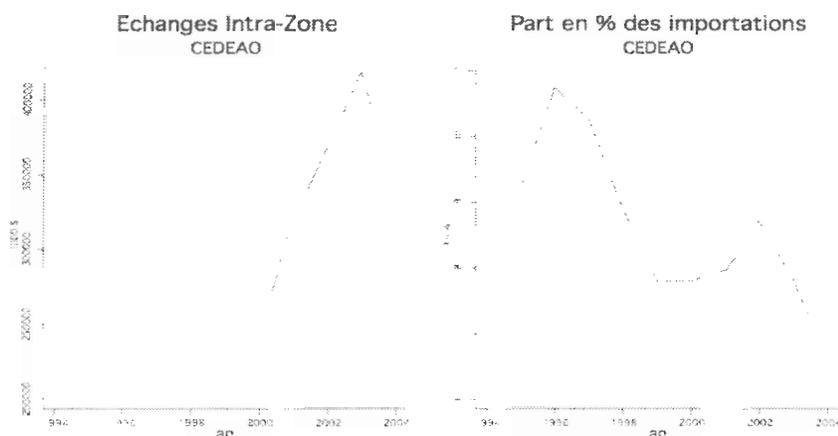
Notre position est simplement qu'il faut nous laisser une chance. Les différences sont importantes entre les continents et nous avons besoin de goûter à la diversité des saveurs du monde.

Les échanges entre les continents ont d'ailleurs toujours existés et seront toujours indispensables. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'échanges, c'est un hold up !

Compte tenu des écarts actuels de développement entre les pays, l'équité serait de laisser la possibilité à chaque pays de

⁷ L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été établie à Dakar (Sénégal) le 10 janvier 1994 en remplacement de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) créée en 1962. Cette organisation régionale regroupe les huit pays de l'Afrique de l'Ouest ayant en commun l'usage d'une monnaie commune, le Franc CFA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Plus d'informations sur www.uemoa.int

Echanges Intra-Zone de la CEDEAO Hors cacao, coton et Agricoles non alimentaire



Sources : Data BACI (CEPII)

protéger les secteurs qu'il juge sensibles, sa souveraineté alimentaire et son développement industriel.

Sinon, on va rester cantonné à l'âge de la pierre.

Pire, avec les conséquences de l'ouverture commerciale sur l'exode rural, je pense même que nous sommes en train de préparer une guerre civile.

Est-ce que les gens ont conscience des risques qu'ils font prendre à nos pays ?

Un pays dans lequel la majorité des gens n'ont pas d'emplois, c'est la guerre !

L'Afrique est actuellement au centre des préoccupations et initiatives d'aide au développement. Votre avis ?

Ce n'est pas l'aide au développement qui va nous développer. L'Afrique doit se développer avec ses propres ressources. En réalité, nous ne sommes pas pauvres.

Un pays dans lequel la majorité des gens n'ont pas d'emplois, c'est la guerre !

Nos Etats gèrent mal, vivent au dessus de leurs moyens et c'est cela qui crée notre propre vulnérabilité.

Mais nous produisons suffisamment de richesses pour les réinvestir dans des sec

teurs productifs. C'est sur cela qu'il faut compter et il faut réorganiser nos systèmes politiques en conséquence.

Le ROPPA est activement mobilisé contre ces processus de libéralisation commerciale. Que fait-il concrètement et quelles initiatives futures sont envisagées ?

Lors de la dernière Convention ordinaire du ROPPA qui s'est tenue en avril dernier à St Louis (Sénégal), nous avons demandé à chaque plateforme nationale membre d'entamer un dialogue avec leurs autorités politiques sur le TEC et les APE, pour leur faire comprendre que leur démarche est vraiment suicidaire.

Le travail de fond se fait en effet essentiellement au niveau des pays, et non au niveau régional. Il y a déjà eu beaucoup de mobilisations de masse, de marches, d'ateliers et de programmes de formation à l'attention des paysans sur ces questions.

Maintenant, nous essayons de sensibiliser et de créer des alliances avec les autres couches de la société, à savoir les consommateurs, les salariés, les ouvriers, les intellectuels...

Il faut savoir que la majeure partie des consommateurs urbains ne se pose pas la question des causes profondes de notre pauvreté.

Qui sont les partenaires du ROPPA ?

Le ROPPA n'est pas membre d'autres réseaux mais il a de nombreux partenaires, notamment parmi les organisations paysannes qui partagent la même vision et les mêmes valeurs que nous telles que Via Campesina, la Confédération paysanne européenne (CPE)... Des alliances existent également avec des organisations de la société civile africaine, comme Africa Trade Network, et européenne qui travaillent sur les questions de commerce.

Les autorités publiques nationales et régionales vous considèrent-elles comme un réel partenaire ? Y a-t-il un dialogue constructif ?

Nous sommes reconnus comme partenaire par les organisations régionales d'Afrique de l'Ouest.

Au niveau de la CEDEAO, nous bénéficions même d'un statut d'observateur. Mais le vrai problème, c'est l'écoute !

A quoi sert-il d'être présent en tant qu'observateur si nous n'avons aucun impact sur les décisions et leur mise en œuvre ?

Quant au niveau national, il y a des plateformes d'organisations paysannes pour que les choses avancent dans le cadre du dialogue politique sur les politiques agricoles.

Au Mali par exemple, la CNOP (Coordination Nationale des Organisation Paysannes du Mali) été invitée par le gouvernement à participer à l'écriture de la loi d'Orientation Agricole et nous avons également prévu des mécanismes de suivi et d'évaluation pour sa mise en œuvre. Les choses avancent donc mais cela dépend des pays et il y a encore beaucoup de combats à gagner !

Il faut encore savoir que les luttes se mènent avant tout au niveau national. Nous souffrons quelque part du même syndrome que les populations européennes qui ont dit « Non » à la Constitution européenne. Nos instances régionales et leurs fonctionnaires sont trop éloignés de nos préoccupations.